

Termes de référence

Programme universitaire de recherche-actions pour les jeunes étudiant(e)s-chercheur(e)s sur les droits de l'homme, la prévention de conflit, la réduction de la violence communautaire (RVC) et la consolidation de la paix en Haïti

<i>Pays</i>	<i>Haïti</i>
<i>Lieu du poste</i>	<i>Port-au-Prince</i>
<i>Projet</i>	<i>Construction et institutionnalisation des fondations de l'infrastructure nationale de paix en Haïti (PBF-Infrastructure de Paix)</i>
<i>Titre du poste</i>	<i>Coordonnateur de programme de recherche universitaire</i>
<i>Durée de la mission</i>	<i>6 mois</i>
<i>Date de début</i>	<i>1er février 2025</i>

1. Introduction sur l'Initiative

1.1. Contexte

En Haïti, les inégalités liées à l'intégration des jeunes et des femmes demeurent prédominantes malgré des efforts en matière de politiques publiques promouvant différentes résolutions des Nations Unies et textes et lois nationales. Les jeunes et les femmes sont sous représentés dans divers domaines et postes de prise de décision aussi bien au niveau institutionnel que non-institutionnel. Au niveau institutionnel, les femmes représentent moins de 30% des ministres. Par ailleurs, elles ne représentaient que 2,7% à l'Assemblée nationale lors de la 50ème législature. Il n'y a aujourd'hui aucune femme au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) et seulement 10 à 12 % de femmes et de jeunes femmes dans la magistrature. Le constat est similaire quant à l'intégration des jeunes dans la gouvernance du pays.

Bien que constituant une part importante de la population haïtienne, soit 22.7% de la population âgée entre 15 et 24 ans (2017), la situation socio-économique des jeunes révèle une situation de vulnérabilité à plusieurs égards. Une analyse basée sur des groupes de discussion avec les jeunes effectuée en 2019 constate une situation de crise sociale et de rupture de confiance. Ainsi, le sous-emploi mènerait à l'oisiveté et au stress et à des pratiques nocives telles que la consommation de drogue. Les jeunes occupent rarement des rôles de premier plan au sein des processus institutionnels et les partis politiques. Sur les 2,5% de femmes de la Chambre des Députés et les 3% du Sénat lors des élections de 2015-2017, aucune d'elles n'était âgée de moins de 40 ans, voire de 24 ans. Le désintérêt pour la chose publique et politique de leur part qui en résulterait a pu s'observer lors des élections présidentielles de 2015-2016. Il avait été enregistré un taux d'abstention de 80%, incluant 2.8 millions de jeunes n'ayant pas pu exercer leur droit de vote.

Cette réalité met en lumière le faible niveau de dialogue entre l'État et la jeunesse haïtienne, ainsi que la position d'infériorité de cette frange de la population dans les rares instances de participation existantes. De plus, la violence qui sévit dans la scène politique contribue à la faible participation

politique des jeunes. L'inquiétude grandissante face à cette situation est renforcée par la formation dans un premier temps en juin 2020 des fédérations de gangs armés de la capitale sous l'appellation "G9" et par la suite de "Gpep", augmentant les risques de recrutement de jeunes issus des quartiers vulnérables par les gangs armés. Ce qui allait être confirmé dans un rapport de l'UNICEF en Haïti indiquant que près de 50% des membres de gangs sont des enfants. Le manque de participation des jeunes aux plateformes de dialogue accentue la fracture du contrat social, suscitant des préoccupations quant à leur engagement citoyen et leur potentiel en tant qu'acteurs de changement positif et de maintien de la paix nationale.

1.2. Justification

Les résolutions de l'ONU instituant la Commission de Consolidation de la Paix (PBSO) et le Fonds de Consolidation pour la Paix (PBF) leur ont reconnu entre autres attributions de servir d'espaces communs pour tous les acteurs compétents impliqués dans les domaines de la consolidation de la paix, de la sécurité, des droits de l'homme, du développement y compris les questions de genre et de jeunes. La poursuite d'un tel objectif vise à promouvoir une coordination intégrée, des approches stratégiques cohérentes, des cadres d'échanges et de partage des bonnes pratiques entre les divers acteurs dont ceux de la société civile, les groupes de femmes et les organisations de jeunes. Au surplus une telle demande s'aligne sur l'appui à la pérennisation de la paix ajouté aux attributions du PBF.

L'implication de la société civile, notamment les ONG des droits des femmes, dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix au cœur des priorités de l'ONU a aussi été soulignée par les résolutions 1325 (S/RES/1325-2000) et 1820 (S/RES/1820-2008). Le rôle particulier des organisations des jeunes est souligné par la résolution 2250 (S/RES/2250-2015) notamment à travers ses cinq piliers. En somme ces différents textes encouragent les États membres de l'ONU dont Haïti et ses partenaires parmi lesquels le PBF, à promouvoir la mise en place de programmes sensibles aux questions de genre et de jeunes à travers le renforcement de leur participation significative à la consolidation de la paix.

Sur le plan national, d'importants efforts sont déployés par le gouvernement pour faire avancer la mise en œuvre de ces textes internationaux notamment dans le cadre du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH.2012-2030). C'est ainsi le cas avec le programme 3.6 (Assurer le développement de l'action civique, du sport, des loisirs et de la jeunesse), le programme 3.9 (Assurer l'égalité de genre) ou encore Programme 4.6 (Renforcer la société civile) du PSDH. Il s'y ajoute la Stratégie Nationale de Désarmement, Démantèlement, Réinsertion et Réduction de la Violence Communautaire (SNDDR-RVC), adoptée en 2021, qui met l'accent sur le rôle des femmes et des jeunes dans le renforcement de la sécurité au niveau communautaire. La SNDDR-RVC reconnaît aussi le leadership des femmes et des jeunes dans la médiation, la résolution de conflit, le redressement, la protection et le relèvement communautaire, tout en mettant l'accent sur les compétences des jeunes filles et garçons. Tout en complétant les efforts en cours de l'ONU, l'effet 1 du nouveau UNSDCF pour Haïti : « Des institutions légitimes et responsables garantissent l'état de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme » s'aligne sur ces priorités du gouvernement Haïtien.

En étroite ligne avec les priorités du UNSCDF, le PBF, à travers son nouveau cadre des résultats stratégiques (SRF-PBF.2023-2027), vise les mêmes objectifs en soutien aux rôles des jeunes hommes et des jeunes femmes. C'est dans ce cadre que le PBF, avec l'appui technique d'agences de l'équipe pays des Nations Unies en Haïti [ONU Femmes-PNUD-HCDH-UNESCO] promeut une initiative de renforcement de la collaboration entre les secteurs académiques et de la recherche

scientifique [Universités, centre de recherche, jeunes étudiant(e)s chercheur(e)s] et les praticiens au sein de la société pour l'amélioration de la ressource nationale en matière de réduction et de prévention de la violence pour la consolidation de la paix en Haïti.

1.3. Aperçu général de l'initiative

Depuis 2022, le PBF soutient la mise en œuvre du projet, intitulé: "Construction et institutionnalisation des fondations de l'infrastructure nationale de paix en Haïti (Infrastructure de Paix)", à travers HCDH-PNUD. L'objectif principal de ce projet est de pleinement engager les jeunes, avec l'appui des laboratoires universitaires, des cercles de réflexion et du milieu culturel, à développer et transmettre un contre-narratif à la violence, ceci, de manière à opérer des changements de comportement au sein de la société haïtienne autour des valeurs de paix, de respect des droits de l'homme et de cohésion sociale. Il vise ainsi, au travers d'espaces de dialogue et d'interactions inclusives au niveau communal, départemental, national voire sectoriel, à bâtir une architecture de paix qui contribuera significativement à rompre le cycle de la violence dans l'espace public haïtien.

Dans sa stratégie de mise en œuvre ce projet entend soutenir la mise en place d'un programme de recherches universitaires et de stages en faveur d'étudiant(e)s au sein des universités Haïtiennes. Ce programme vise deux objectifs majeurs. D'une part, il entend, à travers des projets de recherche-action portés par des étudiant(e)s, de permettre des réflexions assorties de points d'entrée programmatique devant contribuer à renforcer le travail des OCSs et OCBs en faveur des jeunes à l'échelle nationale et locale. D'autre part, ce programme vise à contribuer au renforcement du pont entre le monde académique et les acteurs intervenants et opérateurs de la société civile sur les questions de prévention de conflit et de consolidation de la paix au travers de la mise à disposition du potentiel des jeunes chercheur(e)s Haïtien(ne)s.

Portés par les universités et centres de recherches Haïtiens, ce programme permettra, d'une part, à des jeunes-chercheur(e)s de bénéficier d'un accompagnement méthodologique et de petites subventions/bourses de recherche scientifiques. Ainsi, ces recherches porteront sur diverses thématiques en lien avec les rôles des jeunes en tant qu'agents de changement, médiateur(rice) de paix et de levier de renforcement du processus démocratique et politique, etc. D'autre part, l'établissement de partenariat entre les ONGs et OCBs et les universités et centres de recherche, permettra, à travers des stages-professionnels en faveur des bénéficiaires, la conduite de ces recherches-actions.

1.4. Opportunités nationales, locales & internationales

En Haïti, le potentiel de la frange juvénile en tant que levier propulseur de l'engagement citoyen et bâtisseur de paix est faiblement promu. Ceux-ci sont très souvent uniquement perçus comme victimes ou comme acteurs de violence. L'insuffisance de mécanismes et de plateformes formelles et informelles pour canaliser une participation constructive et inclusive des jeunes a un impact indéniable sur la cohésion sociale. Par conséquent, leur capacité à influencer sur la définition et la mise en œuvre des agenda et programmes publics de développement durable reste peu audibles. Pourtant, leur capacité à exploiter les rares opportunités d'expression demeure active. Par exemple, lors des événements politiques récents (2018-2020), les jeunes ont revendiqué la reddition des comptes en matière de gouvernance publique. Certaines organisations de jeunes femmes et hommes ont été à l'origine de mouvements médiatisés telles que "Kot Kòb Petrocaribe a", "Operasyon2054", "Haïti Nou vle a", ou "Nou pap dòmi". A l'occasion de la célébration de

la journée internationale de la jeunesse en août 2022, UNCT a soutenu une importante initiative des OSC de jeunes pour la définition d'une feuille de route sur la mise en œuvre de la résolution 2250 de l'ONU en Haïti.

Dans cette même logique, le Projet Infrastructure de Paix avec le support du BINUH et le bureau de la coordinatrice résidente, a appuyé le MCC et le MJSAC dans la réalisation de consultations de jeunes hommes et femmes à travers les départements géographiques. Ces activités, appelées Forum départementaux de la jeunesse visaient la création d'espaces de débats inclusifs permettant aux jeunes haïtiennes et haïtiens, avec l'implication d'acteurs institutionnels nationaux et locaux, d'explorer ensemble les défis et opportunités liés à une meilleure prise en compte des aspirations de la jeunesse et la mise en place des mécanismes nationaux de jeunes visant à promouvoir leur engagement et émancipation

Il convient aussi de noter la place importante qu'occupe le monde académique, à travers la collaboration entre étudiant(e)-chercheur(e) et chercheurs seniors, dans la promotion d'une culture de paix et de renforcement de la cohésion sociale en Haïti.

A cela, il convient d'ajouter diverses initiatives de partenaires internationaux dans ces domaines. C'est le cas de l'appel à projets de recherche action de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), fondée sur un partenariat entre des équipes de chercheurs et des acteurs socio-économiques locaux ou régionaux (associations, collectivités, entreprises). Il en est de même des actions en cours des projets du PBF qui ont permis de lancer diverses initiatives avec le monde académique. C'est le cas de la promotion de la recherche scientifique, entre les universités Haïtiennes (Quisqueya) et de la République Dominicaine, sur les questions de la migration et de prévention des conflits.

Fort de ces divers constats et acquis, l'accompagnement à la participation positive et l'engagement citoyen reste un important levier dans la poursuite des objectifs de paix durable en Haïti. Ceci se veut aussi un moyen de renforcer le dialogue entre les jeunes et les institutions étatiques dans une perspective de collaboration constructive en appui à la définition inclusive et l'information continue de la mise en œuvre des agendas de développement du pays. À cet égard, la synergie entre le monde académique et les praticiens de la société civile, très peu explorée, demeure une approche pratique permettant une opérationnalisation des résultats majeurs de la recherche empiriques en lien avec les défis de la paix et du développement durable en Haïti. Cette démarche a aussi la valeur-ajoutée de favoriser les conditions favorables à la transition intergénérationnelle entre les jeunes-chercheurs et leurs aînés (professeurs d'université) y compris ceux du secteur de la société civile, en soutien à une meilleure prise en compte des spécificités jeunes dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques sur la réduction et la prévention de la violence sensible au genre, la paix et le développement.

2. Objectifs & résultats attendus de l'initiative

2.1. Objectifs

L'objectif principal de l'initiative est de permettre aux jeunes de contribuer activement à la construction de la paix en Haïti, en mettant l'accent sur l'égalité des genres et les droits de l'homme. Il vise à encourager une participation active des jeunes étudiant(e)s dans la mise en place d'initiatives de réflexions et de production de pensées pour réduire significativement la violence dans les communautés, ainsi qu'à établir des initiatives de paix durables.

Ainsi, l'initiative entend soutenir la mise en place par des universités, centres de recherche ainsi que des ONG-OCBs Haïtiens d'un programme national de recherches universitaires et de stages en faveur d'étudiant(e)s au sein des universités Haïtiennes.

De manière spécifique, cette initiative vise à :

- Appuyer l'encadrement d'étudiants haïtiens dans la production de connaissance (mémoires, thèses, articles scientifiques) sur les thématiques des droits de l'homme, la prévention de conflit, la violence communautaire et la consolidation de la paix en Haïti ;
- Renforcer les partenariats entre institutions académiques, institutions étatiques et société civile [universités, centres de recherches, institutions étatiques et ONG-OCBs] sur des stages professionnels en faveur jeunes d'étudiant(e)s pour la conduite de recherches-actions en lien avec les droits de l'homme, la prévention de conflit et la consolidation de la paix en Haïti ;
- Soutenir la mise en place des espaces de discussion et de réflexion (conférences, débats et colloques) entre les jeunes et les laboratoires universitaires et Think Thank sur des questions axées sur la « jeunes, paix et sécurité ».

2.2. Résultats attendus

A la fin de cette initiative des deux projets du PBF, il est attendu :

- Au moins 20 étudiants/chercheurs dont au moins 50% de jeunes femmes sont encadrés par les laboratoires universitaires et think tank pour effectuer des recherches sur des thématiques en lien avec les droits de l'homme, la violence communautaire, la gestion de conflit et la consolidation de la paix
- Au moins 75% des étudiants/chercheurs encadrés produisent des recherches (mémoires, thèses, articles) sur des thématiques en lien avec le genre, la violence communautaire, les droits de l'homme et la consolidation de la paix ;
- Au moins 50% des résultats des recherches sont publiés dans les médias traditionnels et/ou spécialisés sous forme d'articles scientifiques ;
- Au moins 2 actes d'espaces de discussion et de réflexion (conférences, débats et colloques) entre les jeunes et les laboratoires universitaires et Think Tank sur des questions axées sur la « jeunes, paix et sécurité » sont publiés ;
- Au moins 50% des jeunes chercheurs dont 25% de jeunes femmes effectuent des stages professionnels des ONGs et OSC intervenant dans les domaines de réduction de la violence communautaire, la gestion de conflit, promotion et défense des droits humains et la consolidation de la paix.

3. Tâches du consultant

3.1 Coordination stratégique

- Développer et mettre en œuvre la stratégie globale du programme
- Établir des partenariats avec les institutions académiques et les organisations de la société civile
- Assurer la coordination entre toutes les parties prenantes

3.2 Gestion du programme

- Élaborer les critères et procédures de sélection des étudiants et professeurs-Encadreurs
- Superviser l'encadrement des étudiant(e)s
- Gérer le programme de recherches et de stages
- Organiser les activités de formation, des ateliers d'écriture
- Organiser les activités de vulgarisation des travaux scientifiques et académiques (colloques, journées d'étude, conférence)

3.3 Suivi et évaluation

- Développer les outils de suivi-évaluation du programme
- Produire les rapports périodiques relatifs au déroulement du programme
- Documenter les bonnes pratiques

4. Livrables attendus

4.1 Documents stratégiques

- Plan de travail détaillé avec chronogramme
- Stratégie d'identification et de mobilisation des acteurs et des institutions académiques
- Programme de formation et de renforcement des capacités
- Guide méthodologique relatif à l'encadrement des étudiants-tes rédigeant leur mémoire sur les thématiques de la recherche
- Guide méthodologique relatif à l'animation des ateliers d'écriture

4.2 Documents opérationnels

- Rapports d'avancement
- Base de données des chercheurs et institutions participantes
- Outils de suivi-évaluation
- Documentation des processus de sélection et d'encadrement

4.3 Produits finaux

- Rapport final du programme
- Recueil des résumés des recherches
- Documentation des meilleures pratiques
- Plan de pérennisation du programme

5. Qualifications et autres conditions

5.1 Formation académique

- Être titulaire d'un diplôme de Doctorat en sciences sociales, particulièrement en Sociologie, Anthropologie, développement international, gestion de programmes de recherche ou tout autre domaine connexe
- Un diplôme de Master dans les mêmes disciplines peut être accepté s'il est accompagné d'au moins sept (7) ans d'expérience professionnelle justifiée en rapport à la consultation

5.2 Expérience professionnelle

- Au moins 5 ans dans l'encadrement de travaux académiques des étudiants-tes (mémoires, thèses) et dans la gestion de programmes de recherche.
- Avoir l'habitude de rédiger et de publier des articles scientifiques et/ou d'opinion
- Expertise en méthodologie de recherche qualitative ou quantitative
- Expériences avérées en recherche de terrain notamment dans le domaine de la violence basée sur le genre, de la Protection, de la réduction des conflits entre autres.
- Expérience en renforcement des capacités des jeunes chercheurs.
- Excellente connaissance du milieu haïtien (rural et urbain).
- Expérience dans le domaine dans l'organisation des activités de vulgarisation des travaux scientifiques et académiques (colloques, journées d'étude, conférence)
- Avoir de l'expérience de travail avec des organisations de la société civile notamment des associations de jeunes et de femmes ; les centres de recherche universitaires entre autres

5.3 Compétences techniques

- Maîtrise des méthodologies de recherche-action ;
- Maîtrise des techniques d'analyse et de traitement des données quantitatives et qualitatives
- Excellentes capacités de rédaction et d'analyse ;
- Compétences avérées en gestion de projet de programme de formation et de recherche
- Maîtrise des outils informatiques de gestion et de recherche
- Avoir une bonne connaissance des dynamiques conflictuelles et des acteurs œuvrant pour promouvoir les valeurs de paix, de respect des droits de l'homme et de cohésion sociale ;

5.4 Compétences linguistiques

- Maîtrise parfaite du français et du créole haïtien
- Bonne connaissance de l'anglais
- La maîtrise de l'espagnol est un atout

5.5 Aptitudes personnelles

- Leadership et capacité à mobiliser les parties prenantes
- Excellentes compétences en communication interpersonnelle

- Capacité à travailler de manière autonome
- Sens de l'organisation et rigueur
- Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel

6. Durée de la mission

La durée du contrat de consultation est de six (6) mois, à partir du 1^{er} février 2025

7. Dossier de candidature

Les dossiers de candidature seront reçus au plus tard le 6 janvier 2025 à 11h59 pm et doivent comporter :

a) Une offre technique

L'offre technique doit contenir:

- Une note explicative sur la compréhension des TDRs ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée ;
- Un CV du/de la candidat(e) en y incluant les expériences développées dans les activités similaires et les contacts de trois (3) personnes de référence au moins.

b) Une offre financière

L'offre financière doit indiquer le montant total du forfait. Ce montant doit être détaillé en tenant compte notamment des frais de voyage et des indemnités journalières selon le nombre de jours de travail prévus.

Dans le cadre de la réalisation des missions attendues aux termes des présents TDRs, le PNUD assurera comme facilités, l'utilisation de ses locaux si besoin et/ou les frais d'organisation de l'atelier. Tous les autres frais, y compris ceux de transport à Port-au-Prince et le cas échéant dans les villes de province, seront à la charge du consultant et devront faire partie de ses coûts.

Les paiements du montant sont fonction du résultat, c'est-à-dire à la livraison des services spécifiés dans les termes de référence (voir le tableau sous la rubrique produits).

Les paiements seront effectués ainsi qu'il suit :

Livrables attendus	Description du livrable	Délais de soumission	Modalités de paiement
Rapport de démarrage de la mission approuvée	Rapport de démarrage incluant : Plan de travail détaillé avec chronogramme et méthodologie. Ce plan doit comporter: <ul style="list-style-type: none"> - les critères de sélection de 20 étudiants/chercheurs (avec quota de 20% des femmes); - liste et TdRs des professeurs/encadreurs ; - Guide méthodologique de la recherche action; - Programme de formation des étudiants/chercheurs; - Stratégie de mobilisation des institutions partenaires 	15 jours après la prise de service par le consultant.	30%

	- Plan de mise en oeuvre des stages		
Rapport intermédiaire de la mission approuvée	<p>Rapport intermédiaire comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Base de données actualisée des chercheurs et institutions; - Rapport sur la sélection et l'encadrement des étudiants/chercheurs; - État d'avancement des recherches (minimum 75% des étudiants) - Premier acte de discussion publié (conférence/colloque) - Rapport d'étape des stages professionnels - Documentation du processus 	90 jours après l'approbation du rapport de démarrage.	40%
Rapport final de la mission	<p>Rapport final du programme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compilation des résumés de recherche - Second acte de discussion publié - Synthèse des stages professionnels - Documentation des publications (50% des recherches) - Analyse de l'impact du programme - Plan de pérennisation - Recommandations pour les éditions futures 	90 jours après l'approbation du rapport intermédiaire.	30%

Notes importantes

1. Chaque phase inclut :

- Réunions de coordination avec les parties prenantes - Rapports de suivi mensuels
- Documentation des leçons apprises

2. Conditions de validation :

- Qualité scientifique des productions - Respect des délais - Implication effective des partenaires

3. Exigences de présentation :

- Rapports en français - Format électronique et papier - Documentation complète des sources et références

FORMULAIRE D'ÉVALUATION

La proposition des soumissionnaires comprendra une offre technique qui compte pour soixante-dix pour cent (70%) de la pondération globale et une offre financière qui contribue pour trente (30%). Le comité d'analyse des offres retiendra l'offre du consultant qui offrira la meilleure proposition qui allie qualité technique et offre financière. La partie technique de chaque offre devra compiler un minimum de 70 points sur un total de 100 pour que la proposition soit admise à poursuivre le processus.

FORMULAIRE D'ÉVALUATION

Titre du poste : Consultant(e) national(e) chargé(e) de coordonnateur le programme de recherches pour les jeunes étudiant(e)s-chercheur(e)s sur les droits de l'homme, la prévention de conflit, violence communautaire (RVC) et la consolidation de la paix en Haïti universitaire

Annexe

FORMULAIRE D'ÉVALUATION

Les propositions technique et financière des candidats seront évaluées en utilisant la matrice suivante :

CRITERE D'EVALUATION

Etape	PROPOSITION TECHNIQUE	Point Maximal	Pourcentage (%)
1. Exa	Vérification des documents requis : a) Proposition financière signée, b) Vérification de la liste des consultants non admissibles, c) Lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité signée, d) CV à jour, e) Proposition technique : brève description des raisons pour lesquelles le candidat estime qu'il est apte à fournir la consultation, la méthodologie à utiliser, la description des outils et le calendrier des activités, incluant résultats respectifs.	Non applicable	
2. Evaluation Technique	A. EDUCATION	10 points	70 %
	Une formation universitaire (niveau Master au moins) en sciences sociales (sociologie, anthropologie, études de genre), en développement international ou un autre domaine en relation avec la prestation. <ul style="list-style-type: none"> ✓ Minimum master : 5 points ✓ Doctorat : 10 points <p>* Les diplômes doivent être dans les domaines relatifs à cette consultation, tels qu'indiqués dans les Termes de Référence : recherche scientifique notamment la coordination de programmes de recherche et l'encadrement des étudiants de niveau de licence et de master</p>		
	B. EXPERIENCE GENERALE	10 points	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Avoir coordonné de programmes de recherches universitaires réussis sur les thématiques connexes au présent programme : 5 points ✓ De 5 à 10 ans expérience dans l'enseignement supérieur et l'encadrement étudiants dans la rédaction de mémoires de licence et de master : 5 points 		
	C. EXPERIENCE SPECIFIQUE	28 points	
	<ul style="list-style-type: none"> • Un minimum de 10 ans d'expérience professionnelle pertinente démontrée en rapport avec la recherche scientifique notamment la coordination de programmes de recherche et l'encadrement des étudiants de niveau de licence et de master. <ul style="list-style-type: none"> ✓ Au moins 5 ans : 5 pts ✓ Plus de 10 ans : 10 pts • Expérience avérée dans l'enseignement supérieur notamment dans les universités haïtiennes (UEH et universités privées) aux niveaux licence et master. <ul style="list-style-type: none"> ✓ Au moins 5 ans : 5 pts 		

<p style="text-align: center;">✓ Plus de 5 ans : 10 pts</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une expérience avérée de collaboration avec des organisations internationales et en particulier le système des Nations Unies en Haïti <ul style="list-style-type: none"> ✓ Au moins 5 ans : 5 pts ✓ Plus de 5 ans : 8 pts 		
D - COMPÉTENCE LINGUISTIQUE		4 points
Maitrise du français, de l'anglais et espagnol 4 points		
E - COMPRÉHENSION DE LA MISSION		18 points
<p>Compréhension de l'exigence : Dans quelle mesure le/la consultant (e) comprend-il ou-elle la tâche à accomplir ? 4 points</p> <p>Description de l'approche et de la méthode du/de la consultant (e) pour satisfaire ou dépasser les exigences du mandat. Les aspects importants de la tâche ont-ils été expliqués suffisamment en détails ? 2 points</p> <p>Les différentes composantes de la mission sont-elles suffisamment élaborées et dans la méthodologie ? 2 points</p> <p>La proposition est-elle fondée sur des critères objectifs permettant d'apprécier l'atteinte des différents livrables intermédiaires et finaux ? 3 points</p> <p>Évaluation du plan de mise en œuvre proposé, y compris si les activités sont correctement séquencées et si celles-ci sont logiques et réalistes. Le cadre de travail conceptuel adopté est-il approprié aux Termes de Référence ? 4 points</p> <p>Démonstration de la capacité de planifier, d'intégrer et de mettre en œuvre efficacement les mesures de durabilité dans l'exécution du contrat. 3points</p>		
	POINT MAXIMAL DE L'ÉVALUATION TECHNIQUE (100 *70%)	70 points
3. Evaluation Financière	PROPOSITION FINANCIERE	30 points
	CRITERE D'ÉVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIERE	
	<p>Le nombre de points maximal sera attribué à la proposition financière la plus basse. Toutes les autres propositions recevront des points en proportion selon la formule suivante :</p> $P = y (\mu/z)$ <p>Où :</p> <p>p = Notation de la proposition financière évaluée</p> <p>y = nombre maximal de points attribué à l'offre financière</p> <p>μ = montant de la proposition la plus basse</p> <p>z = montant de la proposition évaluée</p>	
	30	